



## Déclaration liminaire à l'assemblée Générale de l'ALPAF du 16 décembre 2016

Madame la Présidente,

Après une année blanche en 2016, la subvention accordée à l'Alpaf pour 2017 s'élèvera à 14 millions d'euros. Pour mémoire, le montant de cette subvention était en 2014 de 25 millions d'euros !

C'est encore **une attaque violente portée contre les agents** par le Ministère, notre association est touchée une fois de plus par une rigueur budgétaire qui aura de graves conséquences sur la qualité de vie des agents.

Bien se loger pour bien travailler, voilà une évidence qui échappe totalement à notre Ministère dans une période où à la DGFIP et à la DGDDI les recrutements sont élevés.

Pour certaines directions, les agents de catégorie C sont majoritairement affectés en Île de France et contraints de rester 3 ans sur leur nouvelle affectation, comment se loger alors que les salaires sont bloqués depuis 2010 malgré une augmentation minime.

L'arrivée massive de cadre C au 1 août 2016, a été édifiante, Le ministère n'avait pas su anticiper, l'Alpaf a su gérer, dans la limite de ses moyens, avec le concours des organisations syndicales cette période de crise.

La CGT tient à souligner qu'un recensement précis des logements et des besoins en **logement en province** doit s'imposer à l'avenir. Une solution doit être trouvée pour que celui-ci soit mis en place de façon systématique auprès de tous les agents, ce reproche n'est pas adressé à l'Alpaf qui n'est pas responsable de cette situation et qui ne gère pas les demandes de logement pour la province.

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que la CGT demande la transformation du prêt logement étudiant, compte tenu de sa faible attractivité, **en aide au logement** pour les **étudiants**.

Cette assemblée générale est l'occasion pour nous de saluer la rigueur, le professionnalisme et le sérieux des responsables et du personnel de l'Alpaf.

S'agissant du loyer que reverse l'Alpaf, comme vous le savez nous sommes intervenus plusieurs fois pour dénoncer cet état de fait. Nous avons appris récemment que vous alliez être obligés de quitter le Valmy. Que comptez-vous faire ?

Pour finir, nous rappelons que nous revendiquons le meilleur, car la France a les moyens de financer une politique sociale ambitieuse. La CGT refuse de choisir entre le pire et le moins pire. **L'action sociale doit être prioritaire.**